

**Avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité
environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine relatif au projet
de modification n°2 du plan local d'urbanisme intercommunal
(PLUi) de la communauté de communes des Vallées du Clain (86)
porté par la communauté de communes des Vallées du Clain**

Avis conforme NA-2026-019256/KK AC PLU

**Avis conforme rendu
en application du deuxième alinéa de l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme notamment son article R. 104-33 deuxième alinéa ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 relatif à l'inspection générale de l'environnement et du développement durable modifié par le décret n°2023-504 du 22 juin 2023 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des plans et programmes ;

Vu la décision du 19 juin 2026 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence à ses membres pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 104-33 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Vu le dossier fourni par la personne publique responsable enregistré sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposé par la communauté de communes des Vallées du Clain, reçu le 01/07/26 relatif à modification n°2 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes des Vallées du Clain (86), en application des articles R. 104-33 deuxième alinéa à R. 104-35 du Code de l'urbanisme ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé en date du 9 juillet 2026 ;

Considérant que la communauté de communes des Vallées du Clain, 27 194 habitants en 2023 (source INSEE) sur un territoire de 373,26 km², souhaite apporter une modification n°2 à son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) ; que le PLUi a fait l'objet d'un avis¹ de la MRAe en date du 25 octobre 2023 et a été approuvé le 8 juillet 2025 ;

Considérant que cette modification porte sur :

- l'extension sur 0,38 hectare du secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) Nb (zonage autorisant principalement les constructions à vocation d'hébergement) pour la réalisation d'un projet de bivouac dans le bois de Saint-Pierre d'environ 256 hectares (Smarves) ; l'étude d'impact du projet de réaménagement du bois de Saint-Pierre ayant fait l'objet d'un avis² de la MRAe en date du 23 octobre 2025 ;
- l'identification de deux bâtiments comme pouvant faire l'objet d'un changement de destination à Vivonne et à Marnay ;
- le reclassement de parcelles de la zone urbaine Uc en zone naturelle protégée Np sur la commune de Nouaillé-Maupertuis, car elles recouvrent les douves de l'abbaye ;
- la suppression des emplacements réservés n°6, 54, 73, 139 respectivement sur les communes d'Aslonnes, de Marçay, de Nieuil-l'Espoir et de Smarves ;
- le reclassement de 1,49 hectare de la zone urbaine UE en zone UP sur un espace déjà artificialisé de la commune de Smarves afin de permettre l'extension de l'offre d'hébergement d'une association d'aide aux personnes en situation de handicap ;
- la suppression des Espaces Boisés Classés (EBC) identifiés dans l'emprise des lignes HTA existantes, sur les communes de Smarves, Aslonnes, Château-Larcher, Marnay, Roches-Prémarie-Andillé suite à une erreur de zonage ;
- le reclassement d'une parcelle de 6,29 hectares, actuellement prairie d'élevage de chevaux, de la zone naturelle N en zone agricole A à Château Larcher pour désenclaver une exploitation agricole suite à une erreur de zonage ;
- la correction d'une erreur rédactionnelle dans le règlement écrit des zones UE et 1AUE afin de permettre l'implantation d'activités artisanales ;
-

Attendu que, selon l'article R. 104-35 du Code de l'urbanisme, le dossier de modification n°2 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes des Vallées du Clain (86) est transmis à la MRAe à un stade précoce et, au plus tard, avant l'examen conjoint, la soumission pour avis ou la notification aux personnes publiques associées ; qu'il convient d'ajuster le projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes des Vallées du Clain (86), avant son approbation, afin de traduire réglementairement dans le PLUi les mesures d'évitement-réduction des incidences environnementales identifiées dans l'étude d'impact du projet de réaménagement du bois de Saint-Pierre ;

Considérant les informations fournies par la collectivité et les attendus de la MRAe à prendre en compte par la personne publique responsable ;

rend un avis conforme

sur **l'absence de nécessité** de réaliser une évaluation environnementale pour le projet modification n°2 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes des Vallées du Clain (86).

Conformément à l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme, la la communauté de communes des Vallées du Clain rendra une décision en ce sens.

1 https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/pp-2023-14539_e_plui_vallees_du_clain_86_collegiale_-1.pdf

2 https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/p_2025_18591_rehabilitation_bois_st_pierre_smarves_86.pdf

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Le présent avis conforme sera publié sur le portail des publications de l'évaluation environnementale
<https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr/#/public/portalReviews>

Le présent avis conforme ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Il ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Fait à Bordeaux, le 20 août 2026

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,
le membre délégué

Signé

Jérôme Wabinski